



**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**  
**MISSION D'ORDONNANCEMENT, DE PILOTAGE ET DE COORDINATION**

**OPERATION :**  
**Confortement et restauration de la Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Montauban**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Date : Avril 2025**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
<b>1.1 - Objet du marché</b>	<b>4</b>
<b>1.2 - Découpage en tranches</b>	<b>4</b>
<b>1.3 - Intervenants</b>	<b>4</b>
<b>1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage :</b>	<b>4</b>
<b>1.3.2 - Maîtrise d'œuvre :</b>	<b>4</b>
<b>1.3.3 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :</b>	<b>4</b>
<b>1.3.4 - Contrôle technique :</b>	<b>5</b>
<b>1.4 - Conditions d'exécution de la mission du pilote</b>	<b>5</b>
1.4.1 - Moyens matériels	5
1.4.2 - Obligations générales du titulaire	5
1.4.3 - Autorité	5
<b>1.5 - Mode d'attribution des travaux</b>	<b>6</b>
<b>1.6 - Sous-traitance</b>	<b>6</b>
<b>1.7 - Conduite des prestations</b>	<b>6</b>
<b>1.8 - Décision de poursuivre</b>	<b>7</b>
<b>1.9 - Prestations similaires</b>	<b>7</b>
<b>1.10 - Travail dissimulé</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</b>	<b>7</b>
<b>2.1 - Pièces particulières</b>	<b>7</b>
<b>2.2 - Pièces générales</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 3 - CONTENU DES MISSIONS</b>	<b>8</b>
<b>3.1 - Conditions générales d'exécution des missions</b>	<b>8</b>
<b>3.2 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION</b>	<b>8</b>
<b>4.1 - Forme et contenu des prix</b>	<b>8</b>
<b>4.2 - Détermination des prix de règlement</b>	<b>9</b>
4.2.1. Nature des prix	9
4.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché :	9
4.2.3 - Choix de l'index de référence :	9
4.2.4 - Modalités de révision des prix	9
<b>4.3. Modalités de règlement</b>	<b>10</b>
4.3.1 - Avance	10
4.3.2 - Acomptes	10
4.3.3 - Paiement du solde - Décompte final - Décompte général	12
<b>4.4 - Partie traitée à bons de commande</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 5 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 6 - RESILIATION</b>	<b>13</b>
<b>6.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>13</b>
<b>6.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire</b>	<b>13</b>

<b>6.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 7 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI</b>	<b>13</b>
<b>7.1 - Délais prévisionnel d'exécution des prestations</b>	<b>13</b>
<b>7.2 - Dépassement du délai d'exécution non imputable à l'OPC</b>	<b>14</b>
7.2.1 - Phase de conception	14
7.2.2 - Phase de réalisation des ouvrages	14
<b>7.3 Prolongation du délai d'exécution</b>	<b>14</b>
<b>7.4 - Pénalités</b>	<b>14</b>
7.4.1 - Généralités	14
7.4.2 - Dépassement des délais de production des documents et avis	15
7.4.3 - Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote	15
7.4.4 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	15
7.4.5 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux	15
7.4.6 - Transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur	16
<b>ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES</b>	<b>16</b>
<b>9.1 - Cautionnement - Retenue de garantie</b>	<b>16</b>
<b>9.2 - Assurances</b>	<b>16</b>
9.2.1 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :	16
9.2.2- Assurance complémentaire :	16
9.2.3 - Justification :	16
<b>ARTICLE 10 - UTILISATION DES RESULTATS</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 11 - OBLIGATION DE DISCRÉTION</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES DONNES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 - Objet du marché**

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) des études et des travaux, relative à l'opération de confortement et restauration de la Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Montauban.

La mission du titulaire, ci-après désigné " le titulaire ", porte à la fois sur les phases d'étude et de réalisation des travaux. Son contenu est précisé au présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### **Forme du marché**

Le marché est à prix mixte. Il comporte une partie conclue à prix global et forfaitaire et une partie à prix unitaires sur la base d'un bordereau de prix unitaire (et s'exécutant par l'émission de bons de commande).

### **1.2 - Découpage en tranches**

Le marché ne comporte aucune tranche.

### **1.3 - Intervenants**

#### *1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage :*

L'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC)  
30 rue du château des Rentiers  
CS 61336  
75647 Paris Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur ».

#### *1.3.2 - Maîtrise d'œuvre :*

Elle est assurée par le groupement suivant :  
Pierre Yves Caillault ACMH  
BMI - BET structures  
GEOLIA – Géotechnicien  
Cabinet COEFFICIENT – Economiste

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux confortement et restauration de la Cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Montauban.

En complément de la mission de base au sens de l'article R2131-4 du code de la commande publique, il est confié au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

- Coordination patrimoniale et architecturale
- Etude d'EXE partielle
- Etudes géotechniques G2 PRO, G2 ACT et G4

#### *1.3.3 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :*

Conformément aux articles L. 4532-2 et suivants du code du travail, et en fonction des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à l'intervention d'un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agréé.

Le contrat du Coordonnateur sécurité et de protection de la santé est à la charge du maître d'ouvrage.

Le titulaire est en cours de désignation.

#### **1.3.4 – Contrôle technique :**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

#### **1.3.5 – Acteurs administratifs**

Du fait de la gouvernance de l'opération, divers intervenants administratifs seront acteurs du projet tel que :

- La DRAC Occitanie, dont l'ABF de l'UDAP, le SRA et la CRMH ;
- La ville de Montauban ;
- Le clergé.

#### **1.3.6 – Autres intervenants**

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO ou maîtres d'œuvres en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Le titulaire devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO qui auront été retenus par le représentant du maître d'ouvrage.

### **1.4 - Conditions d'exécution de la mission du pilote**

#### **1.4.1 - Moyens matériels**

Le titulaire aura libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité et au bureau de chantier.

L'acheteur prendra toutes les mesures utiles pour que le titulaire puisse se faire communiquer tous les documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.).

L'acheteur informe le titulaire des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Le titulaire est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

#### **1.4.2 - Obligations générales du titulaire**

Le titulaire exerce sa mission pour le compte de l'acheteur auprès de tous les intervenants énumérés à l'article 1.3 du CCAP et, d'une manière générale, de tout intervenant à un titre quelconque dans l'opération. Son intervention ne modifie en rien les responsabilités découlant du statut et des obligations de chacun.

La mission du titulaire comporte la mise en place d'outils adaptés permettant une saisie facile et instantanée des événements et situations réels, tant pour la conception que pour la réalisation, en vue d'informer le représentant de la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire proposera ses outils en temps utile, pour les différentes phases de sa mission.

Le titulaire organisera des réunions ou groupes de travail qu'il estime indispensable au bon déroulement de sa mission.

Les modalités pratiques d'exercice de la mission du titulaire et son contenu détaillé sont précisés à [l'article 3.2](#) du présent C.C.A.P.

Le pilote a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre, il est présent sur le chantier selon les stipulations ci-avant. Il assiste de droit à toutes les réunions de chantier.

#### **1.4.3 - Autorité**

Les modalités pratiques de la coopération entre les intervenants et le titulaire sont consignées dans les marchés conclus par l'acheteur.

Le titulaire ne disposera d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard du personnel des entreprises, du maître d'œuvre, et n'aura pas à se substituer à ceux-ci. Dans le cadre de ses missions, le titulaire pourra cependant librement informer les entreprises et le maître d'œuvre. Si le titulaire formule des observations, il les transmet à l'acheteur, avec information aux intervenants concernés.

Les observations du titulaire sont prises en compte par l'acheteur. Si l'acheteur décide de ne pas faire respecter des observations du titulaire, il doit proposer des solutions au moins équivalentes.

Tout différend entre le titulaire et l'un des intervenants est soumis à l'acheteur.

### **1.5 - Mode d'attribution des travaux**

Les travaux seront dévolus en lots séparés, et pourront faire l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lots se fait en concertation avec l'acheteur au niveau de l'avant-projet définitif (APD). A cette fin le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

### **1.6 - Sous-traitance**

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants) et R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe **1** de l'acte d'engagement.  
A défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.  
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 7.4.6 du CCAP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

### **1.7 - Conduite des prestations**

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai **de 7 jours**.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera récusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de **7** jours pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

### **1.8 – Décision de poursuivre**

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieur à 30% du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

### **1.9 – Prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### **1.10 - Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## **ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses 3 annexes :
  - Annexe 1 : Demande de sous-traitance ;
  - Annexe 2 : Organigramme et composition de l'équipe proposée pour la réalisation de la mission et CVs ;
  - Annexe 3 : Bordereau de prix unitaires ;

Décomposition du prix global et forfaitaire et décomposition indicative des temps passés par phase et intervenants

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes :
  - Annexe 1 : Système informatique de gestion financière ;
  - Annexe 2 : Présentation de CHORUS PRO ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
  - Annexe 1 : Dossier APS comprenant le Calendrier prévisionnel de l'opération
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre relative au présent marché.

## **2.2 - Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l' Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de bâtiment, approuvé par le décret n°2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifié par arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du CCTG applicable aux marchés publics de travaux de génie civil.

## **ARTICLE 3 - CONTENU DES MISSIONS**

### **3.1 - Conditions générales d'exécution des missions**

La mission confiée au titulaire dans le cadre du présent marché, et définie par celui-ci, se décompose en une mission pour le compte de l'acheteur rémunérée par lui, à savoir la mission définie à l'article 3.2. et la mission définie à l'article 3.3. du présent CCAP. Les missions sont décrites dans le détail dans le Cahier des Clauses Particulières – CCP.

### **3.2 - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est conforme à la mission d'OPC définie à l'article R2431-17 du Code de la commande publique et conformément aux dispositions de l'Arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission.

Les différentes tâches à effectuer par le titulaire sont réparties selon plusieurs phases techniques successives. **Le détail du contenu de la mission OPC est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières – CCTP.**

Certaines phases peuvent avoir un début d'exécution au cours d'une phase précédente, ainsi qu'un prolongement dans une phase ultérieure, notamment du fait d'un éventuel étalement dans le temps du processus de consultation des entreprises.

Il est précisé que chaque phase décrite correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 4 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION**

### **4.1 - Forme et contenu des prix**

Le marché est à prix mixte, combinant des prix unitaires et des prix forfaitaires.

Le marché est conclu à prix mixtes, pour partie à prix forfaitaire et pour partie à prix unitaires à bons de commande. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Les annexes 3 et 4 de l'AE (respectivement la DPGF et le BPU) précisent les prestations traitées à prix forfaitaires et les prestations traitées à prix unitaires.

La partie à bons de commande concerne les prestations que le pouvoir adjudicateur estimera nécessaire de commander sur la base du prix unitaire, en fonction du besoin et de la complexité.

Les prestations à prix unitaire seront facturées sur la base des prix unitaires inscrits au sein du bordereau des prix unitaires et selon les quantités réellement commandées, livrées et exécutées, ainsi que sur la base des prix forfaitaires tels que précisés dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le règlement s'effectue par virement au(x) compte(s) noté(s) à l'Acte d'engagement selon les règles de la comptabilité publique.

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.



Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation, est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au pilote. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.
- à la main d'œuvre et aux déplacements des personnels ;
- aux hébergement et restauration des personnels ;
- aux assurance, conditionnement, emballage, manutention, stockage, transport jusqu'au lieu de livraison, installation et enlèvement des fournitures et matériels ; les outillages, les moyens d'accès et de manutention, les équipements de protection individuelle et les appareils de mesure et de contrôle ;
- aux travaux de secrétariat.

## **4.2 - Détermination des prix de règlement**

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément à l'article 2112-13 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

### **4.2.1. Nature des prix**

Les prix du marché sont révisables.

### **4.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché :**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

### **4.2.3 - Choix de l'index de référence :**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I) publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

### **4.2.4 - Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I_m - 4 / I_{m0} - 4)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P<sub>0</sub> est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I<sub>m0</sub>-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;

- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

### **4.3. Modalités de règlement**

#### **4.3.1 - Avance**

En application de l'option B du CCAG, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

#### **4.3.2 - Acomptes**

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires :

<https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire est assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n° 4 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

<b>OPC – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION</b>	
<b>PLANIFICATION</b>	
Planification de la phase études	au prorata de l'avancement de la mission
Planification de la phase travaux	au prorata de l'avancement de la mission
<b>PILOTAGE</b>	
Pilotage détaillé des installations de chantier	au prorata de l'avancement de la mission
Pilotage détaillé lors des études de conception	au prorata de l'avancement de la mission
Pilotage détaillé lors de la passation des contrats de travaux	au prorata de l'avancement de la mission
Pilotage détaillé lors de l'exécution des travaux	au prorata de l'avancement de la mission
Pilotage détaillé lors des OPR, réception et levée des réserves	au prorata de l'avancement de la mission
<b>COORDINATION</b>	
Coordination de la phase études	au prorata de l'avancement de la mission
Coordination de la phase travaux	au prorata de l'avancement de la mission
<b>ASSISTANCE AU SUIVI FINANCIER</b>	au prorata de l'avancement de la mission

Il est précisé que le nombre, les qualifications et les temps d'affectation des intervenants proposés par le titulaire sera adapté aux différentes phases du projet. En cas d'insuffisance constatée par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants sur l'un ou l'autre de ces points, ce dernier pourra demander à l'OPC de renforcer ses moyens sans modification du forfait de rémunération.

#### Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

#### Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-PI.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

#### Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 4.2.5 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

#### 4.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de **30 jour calendaire** pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

#### 4.4 – Partie traitée à bons de commande

Les bons de commande seront établis sur la base du bordereau de prix unitaires (**annexe n°4 de l'AE**). Pour les prestations à bon de commande, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, un bon de commande précisant la prestation demandée est adressé au Titulaire.

Chaque bon de commande comporte au moins :

- la référence du contrat (marché n° XXXX) ;
- la date d'émission ;
- la désignation des prestations commandées.
- 

Les prestations à bon de commande sont rémunérées sur la base des prix inscrits au BPU.

La prestation débute à la date d'émission du bon de commande. Les prestations doivent être effectuées dans les délais fixés par le bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au fur et à mesure des besoins. Le Titulaire doit en accuser réception de manière expresse.

Les bons de commande seront transmis par voie dématérialisée.

#### ARTICLE 5 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire de la mission OPC, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 7.2 du présent CCAP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

## **ARTICLE 6 – RESILIATION**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

### **6.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

### **6.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de **10** %. Le pourcentage d'abattement est fixé à **15** %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 7 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

### **6.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques**

En application de l'article 27 du GGAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence d'une décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

## **ARTICLE 7 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI**

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées à l'OPC. Cette date correspondant à la date de fin de la dernière garantie de parfait achèvement des marchés de travaux et de mise en service.

A titre indicatif la durée prévisionnelle du marché est précisée à l'article 5 de l'Acte d'engagement.

### **7.1 - Délais prévisionnel d'exécution des prestations**

L'acte d'engagement et le planning figurant en annexe n°2 au CCT fixent le délai d'exécution prévisionnel de la mission.

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

Les documents sont à produire dans les délais calendaires suivants :

Type de document	Délai de remise
Documents à remettre en phase études	10 jours après demande
Documents à joindre au DCE	10 jours à réception du dossier PRO
Analyse des offres	5 jours à réception des dossiers des offres
Calendrier des études et travaux	30 jours à compter du début de la phase de préparation
Autres documents à produire en phase de préparation	Avant l'achèvement de cette phase
Compte-rendu (s) de réunion	Au plus tard 2 jours après la réunion
Pointage hebdomadaire du planning	Joint au compte-rendu hebdomadaire
Rapport mensuel d'avancement	Au plus tard 2 jours avant la date de réunion de revue de projet organisée par le mandataire ou à défaut le 5 du mois n+1
Autre document	5 jours à compter de la demande du mandataire

Par dérogation à l'article 3.2.4 du C.C.A.G.-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant.

## **7.2 - Dépassement du délai d'exécution non imputable à l'OPC**

### **7.2.1 - Phase de conception**

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

### **7.2.2 - Phase de réalisation des ouvrages**

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise l'acheteur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix joint en annexe n°1 à l'acte d'engagement, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par l'acheteur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux, multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de **3** mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec l'acheteur, un avenant au présent marché est établi.

## **7.3 Prolongation du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait de l'acheteur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

## **7.4 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes.

Toutes les pénalités issues des articles 7.4.1 à 7.4.7 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

### **7.4.1 - Généralités**

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

#### **7.4.2 - Dépassement des délais de production des documents et avis**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard incombant au titulaire dans la présentation d'un document ou avis, il encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

Type de document	Pénalités HT
Documents à remettre en phase études	150,00 € / jour
Documents à joindre au DCE	200,00 € / jour
Analyse des offres	150,00 € / jour
Calendrier des études et travaux	200,00 € / jour
Autres documents à produire en phase de préparation	150,00 € / jour
Compte-rendu (s) de réunion	150,00 € / jour
Pointage hebdomadaire du planning	150,00 € / jour
Rapport mensuel d'avancement	250,00 € / jour
Autre document	150,00 € / jour

En cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le Titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations. En cas de non-respect de ces délais, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité d'un montant de **100,00 € HT** par jour de retard constaté.

#### **7.4.3 - Dépassement du délai d'exécution des travaux imputable au pilote**

En cas de dépassement des délais d'exécution des travaux imputable au titulaire, ce dernier subira sur ses créances une pénalité de **150.00 € HT**.

#### **7.4.4 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail**

Sur demande écrite de l'acheteur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.10 du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité **20.00 € HT** par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

#### **7.4.5 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux**

Conformément à l'article 9.2 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **150.00 € HT** par jour de retard.

#### **7.4.6 - Transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur**

Conformément à l'article 1.6 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : **150.00 € HT** par jour de retard.

#### **7.4.7 Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire**

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

### **ARTICLE 8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES**

#### **9.1 - Cautionnement - Retenue de garantie**

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

#### **9.2 - Assurances**

##### **9.2.1 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :**

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

##### **9.2.2- Assurance complémentaire :**

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par l'acheteur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

##### **9.2.3 - Justification :**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire devra remettre à l'acheteur une copie de ses contrats d'assurances et sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à [l'article 7.4.5](#) du présent CCAP.



## **ARTICLE 10 - UTILISATION DES RESULTATS**

Les modalités d'utilisation des résultats et précisions des respectifs de l'acheteur et du titulaire en la matière sont définies aux articles 32 à 35 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 11 - OBLIGATION DE DISCRÉTION**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

## **ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

## **ARTICLE 13 - TRAITEMENT DES DONNES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES**

### **§ 1. Le traitement des données essentielles du marché public**

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

### **§. 2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles**

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants. Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

#### **ARTICLE 14 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.